

Plus un seul responsable politique important ne doute que le réchauffement est dû principalement à la combustion de charbon, de pétrole et de gaz naturel. Tous connaissent les dangers de la situation.

Le résumé à l'intention des décideurs du quatrième rapport du GIEC- un document qui engage les Etats - propose un tableau des impacts sur les ressources en eau douce, les écosystèmes, la production agricole, les zones côtières et la santé humaine. Il en ressort que le seuil de dangerosité est bien inférieur au chiffre de +2°C par rapport à l'ère pré-industrielle. En réalité, dans les îles du Pacifique, les régions arctiques, les vallées andines, les zones côtières du Bangladesh, le seuil est déjà dépassé. Les représentants des petits Etats insulaires exigent de tout mettre en œuvre pour ne pas excéder 1,5°C de hausse. Comme le mercure a déjà gagné 0,7°C depuis 1780 et qu'une augmentation de 0,6°C est inévitable (vu la quantité de gaz à effet de serre accumulée dans l'atmosphère), la conclusion coule de source : il n'y a plus une minute à perdre ! Les conditions d'existence de centaines de millions de gens dépendent d'une action rapide, coordonnée, mondiale, pour réduire radicalement et rapidement les émissions, principalement les émissions de CO2. Mais cette action ne vient pas !

Fumisterie

Alors que l'urgence est maximale, le sommet des Nations Unies sur le climat, à Copenhague qui se conclue le 18 décembre 2009, ne débouchera pas sur un traité international contraignant. Au mieux, les gouvernements s'accorderont sur une déclaration politique. Une de plus... Les négociations pourraient se conclure à Mexico, fin 2010. Sur base des positions en présence, elles ne peuvent qu'accoucher d'un texte écologiquement insuffisant, socialement inacceptable et technologiquement dangereux. Il convient donc de sonner le tocsin. La logique productiviste du capitalisme, sa course au profit planétaire et sa guerre de concurrence sont en train de nous précipiter droit dans le mur. Des centaines de millions de pauvres risquent d'en faire les frais, des richesses naturelles irremplaçables d'être détruites. Une mobilisation sans frontières, massive et unitaire, est absolument nécessaire pour imposer, dans la justice sociale, des objectifs et des mesures à la hauteur du danger. Au sein de cette mobilisation, une aile gauche, anticapitaliste, doit faire entendre sa voix.

Médias et responsables politiques continuent de dire que les négociations ont pour but de rester au-dessous des 2°C. C'est de la fumisterie. En réalité, les rapports du GIEC ne prévoient déjà plus cette possibilité. Dans le meilleur des cas, la température ne monterait « que » de 2 à 2,4°C et le niveau des mers de 40cm à 1,4m. Nous sommes donc déjà dans la zone dangereuse. Pour ne pas s'y enfoncer davantage, que faudrait-il faire ? 1°) Les pays développés devraient réduire leurs émissions de 80 à 95% d'ici 2050 (par rapport à 1990) en passant par une étape de 25 à 40% d'ici 2020 ; 2°) les pays en développement devraient prendre des mesures pour que leurs émissions, dès 2020 (2050 pour l'Afrique), soient inférieures de 15 à 30% aux projections ; 3°) les émissions mondiales devraient baisser de 50 à 85% d'ici 2050 (par rapport à 2000) et devenir nulles, voire négatives, avant la fin du siècle ; 4°) cette diminution au niveau mondial devrait débuter au plus tard en 2015. Ces chiffres sont à considérer comme des minima, car ils sont établis à partir de modèles qui tiennent insuffisamment compte de l'inquiétante désintégration des calottes glaciaires, entre autres. Selon le climatologue en chef de la NASA, James Hansen, en tenant compte de cette désintégration, la hausse des océans correspondant à la concentration actuelle en gaz à effet de serre pourrait être de « plusieurs mètres » en quelques décennies. Conclusion : au nom du principe de précaution, les objectifs de stabilisation du climat devraient être les suivants : au moins 95% de réduction des émissions des pays développés d'ici 2050 (par rapport à 1990), au moins 40% d'ici 2020, au moins 85% de réduction au niveau mondial d'ici 2050 (par rapport à 2000).

Ils s'en fichent

Réunis à Barcelone le 6 novembre, les gouvernements ont conclu à l'impossibilité de signer à

Copenhague, en décembre, un traité international prenant le relais du Protocole de Kyoto. Ces messieurs-dames ont d'autres chats à fouetter : sauver les profits des banques et des trusts de l'automobile, réduire les déficits en attaquant la sécurité sociale et en démantelant les services publics, traquer les chômeurs et précariser l'emploi. La mobilisation en faveur du climat, ils la voient surtout comme un prétexte pour imposer plus de sacrifices au monde du travail et donner plus de cadeaux aux capitalistes. Serrer la ceinture aux travailleurs et créer de nouveaux marchés pour que le capital fasse encore plus de profits, voilà les seuls biais par lesquels le défi climatique pénètre les neurones des « décideurs ». En cette matière, leur imagination est aussi illimitée que la soif de plus-value de leurs maîtres : taxe carbone, marché des droits d'émission, marché des crédits de carbone, marché des fraudes au marché de ces crédits, marché des produits dérivés des assurances contre les accidents climatiques, etc... A défaut de faire baisser les quantités de gaz à effet de serre dans l'air, cette politique néolibérale fait maigrir les revenus des travailleurs et grossir ceux des agioteurs. Sur le marché climatique, chaque chef d'Etat se transforme en représentant de commerce pour faire la promotion de ses capitalistes « propres » : Obama ne jure que par le « charbon propre », qu'il veut vendre aux Chinois et aux Indiens ; Merkel se démène pour l'industrie allemande du photovoltaïque, qui dispute aux Japonais le leadership mondial ; Sarkozy tente de fourguer partout les centrales nucléaires d'Areva ; et les Danois voient dans la réunion de Copenhague une vitrine pour Vestas, le N°1 mondial de l'éolien. La décision de ne pas conclure de traité montre clairement les vraies priorités de ces gens. Mais le plus important est de prendre conscience du fait que, s'ils concluaient un accord, celui-ci serait écologiquement insuffisant, socialement criminel et technologiquement dangereux.

Ecologiquement insuffisant

Le « paquet énergie-climat » de l'Union Européenne prévoit d'ici 2020 de réduire les émissions de 20%, soit moins que le chiffre le plus bas du GIEC. En outre, plus de la moitié de l'objectif pourra être réalisé en recourant à l'achat de crédits de carbone, ces « droits de polluer » générés par des investissements « propres » dans les pays en développement. Le principe : quand un investissement au Sud permet de diminuer les émissions par rapport aux projections (hypothétiques), des droits de polluer peuvent être mis sur le marché au prorata de la quantité de gaz non émis (un droit = une tonne). Ces « crédits de carbone » peuvent remplacer les réductions d'émission dans les pays développés. Les multinationales sont très friandes de ce système qui leur permet de maquiller leurs investissements au Sud en contributions à la protection du climat, de faire des profits en vendant des crédits et d'éviter les investissements technologiques plus coûteux qui seraient nécessaires pour réduire leurs émissions au Nord.

Au plus les gouvernements se rendent compte du fait que le réchauffement est une affaire sérieuse, au plus ils cherchent des astuces pour produire des crédits moins chers. C'est ainsi que le sommet de Bali a décidé que non seulement les plantation d'arbres mais aussi la protection des forêts existantes serait génératrice de crédits (les arbres en croissance absorbent le CO2 de l'air). Cela permet de mettre sur le marché des crédits dont le prix de revient tourne autour de 2-3 Euros/tonne, revendus sur le marché mondial au-dessus de 10 Euros/tonne. En fait, plus de 50% des crédits ne correspondent à aucune diminution réelle et structurelle des émissions. Soit parce qu'ils proviennent d'investissements qui auraient été réalisés de toute façon, soit parce qu'ils proviennent d'investissements forestiers, soit parce que la certification est entachée de fraude (les organismes qui certifient la réduction sont choisis et payés par les investisseurs). Selon des chercheurs de l'université de Stanford, jusqu'à 60% des crédits sont bidon. Si les entreprises et les gouvernements de l'UE utilisent à fond la possibilité qui leur est offerte de remplacer les réductions d'émission par ces achats de crédits, un simple calcul indique que la réduction effective d'émission sera de 15% à peine en huit ans (de 2012 à 2020). En base annuelle, c'est moins que ce qui était prévu par Kyoto (8% entre 2008 et 2012).

Le topo est identique aux Etats-Unis. Le projet de loi sur le climat adopté par la Chambre en juin prévoit une réduction de 80% d'ici 2050 (les USA, vu leurs responsabilités, devraient faire au moins 95%). L'année de référence est 2005, tandis que les 80 à 95% du GIEC sont calculés par rapport à 1990. Or, les rejets de CO2 des USA sont passés de 5,8 à 7 milliards de tonnes entre ces deux dates. D'ici 2020, le projet de loi prévoit 17% de réduction par rapport au présent. Cet objectif n'est pas seulement au-dessous des 25 à 40% par rapport à 1990 avancés par le GIEC, mais aussi inférieur à ce que les USA auraient dû réaliser avant 2012, s'ils avaient ratifié Kyoto. Quant aux crédits d'émission, Washington fait encore plus fort que Bruxelles : ils pourront provenir non seulement d'investissements propres au Sud mais aussi de la création de « puits de carbone » aux USA mêmes (par la plantation d'arbres, l'enterrement de charbon de bois et diverses pratiques agricoles censées accroître le stockage du carbone dans les sols). Si l'industrie utilisait intégralement la manne des crédits, elle pourrait se dispenser de réduire ses propres émissions jusqu'en 2026...

Si ces projets européens et étasuniens servaient de base à un traité, la hausse de température oscillerait entre 3,2 et 4,9°C, et le niveau des océans monterait de 60cm à 2,9 mètres... sans compter la hausse due à la désintégration des calottes glaciaires. Selon le tableau des impacts (cf. plus haut), il en découlerait de « lourdes conséquences pour les services sanitaires », la « perte d'environ 30% des zones humides de la planète », « des millions de personnes supplémentaires exposées à des inondations côtières chaque année », une « baisse du rendement de toutes les cultures céréalières aux basses latitudes », une « tendance de la biosphère à devenir une source nette de carbone » (effet boule de neige du changement climatique), « jusqu'à 30% des espèces exposées à un risque d'extinction accru » et « l'exposition de certaines de millions de personnes à une stress hydrique accru ». Voilà, en termes très généraux, les catastrophes qui se profilent et dont les pauvres de la Terre sont déjà les victimes. Les dirigeants le savent, mais, comme on l'a dit, ils ont d'autres chats à fouetter. De toute manière, leur réélection ne dépend pas des damnés de la terre du Tuvalu, du Bangladesh, du Pérou ou du Mali.

Socialement criminel

Pas besoin de longs développements pour caractériser socialement cette politique climatique capitaliste: des centaines de millions de pauvres sont victimes des changements climatiques alors que leur responsabilité est proche de zéro. Peut-on imaginer plus grande injustice ? Une adaptation à un certain réchauffement est possible, mais elle requiert des moyens dont les pays les moins avancés ne disposent pas. Au nom du principe (libéral) pollueur-payeur, les pays développés devraient payer mais s'y refusent, tout simplement. Selon le PNUE, l'adaptation nécessiterait le transfert annuel de 86 milliards de dollars du Nord vers le Sud. Les différents fonds disponibles en contiennent à peine 26 millions. La dernière réunion du G20 n'a pas dégagé d'accord pour accroître ces montants. Cette avarice criminelle risque de coûter la vie à de très nombreuses personnes, principalement des femmes, des enfants et des personnes âgées sans ressources. Certains parleront de « catastrophes naturelles » mais c'est de refus d'assistance à personnes en danger qu'il s'agit. Ce n'est pas que les dirigeants capitalistes soient inconscients, non. Simplement, pour eux, adaptation bien ordonnée commence par soi-même : les fonds que le land du Bade Wurtemberg investit dans les infrastructures contre les inondations, par exemple, sont supérieurs à l'ensemble des budgets disponibles pour l'adaptation dans les pays en développement. Il faut protéger les usines, le capital fixe, les infrastructures par où circulent les marchandises!

Le passage du cyclone Katrina à la Nouvelle Orléans montre que les pauvres du Nord sont menacés également. Les canicules, inondations et autres accidents climatiques font toujours plus de victimes dans les groupes sociaux à bas revenus : travailleurs, précaires, chômeurs, spécialement les femmes. Plus largement, le but des classes dominantes est de faire payer leur politique climatique - mérite-t-elle ce nom ? - à la classe ouvrière, par le biais du prix du carbone. Pour les libéraux, en effet, tout problème peut se résoudre par des mécanismes de marché, en jouant sur les prix. Il y a du chômage

parce que le prix du travail est trop élevé, tout le monde sait cela, et trop de carbone dans l'air parce que celui du CO2 est trop bas. On sait ce qu'il en est de l'efficacité de ce paradigme dans le domaine social : la crise sociale s'approfondit sans cesse. Eh bien, il en ira de même en matière climatique : la crise s'approfondira. Plaçons-nous un instant dans la logique de la régulation par les prix, et posons-nous la question : quel devrait être le prix d'une tonne de CO2 pour réduire les émissions de 50% ? Réponse de l'Agence Internationale de l'Energie: de 500 à 700 dollars. A la limite, les patrons peuvent s'accommoder d'une taxe carbone modérée s'ils ont la double garantie que tous les concurrents la paient et qu'elle sera répercutée intégralement sur les consommateurs finaux, c'est-à-dire essentiellement les travailleurs. Ils voient d'un bon œil les propositions visant à utiliser le produit de la taxe pour diminuer leurs cotisations à la sécurité sociale. Mais, à 500-700 dollars/tonne, tous ces scénarios deviennent absurdes car des montants de cet ordre signifieraient une récession sociale si brutale que plus personne ne pourrait acheter la camelote capitaliste.

Technologiquement dangereux

Dans le délai imparti, les réductions d'émissions à réaliser ne peuvent être atteintes sans diminuer sérieusement la consommation d'énergie, donc aussi, dans une certaine mesure, la production matérielle. Vu les conditions techniques, cette réduction est la condition nécessaire pour que les renouvelables puissent se substituer aux fossiles. Or, cette condition, le capitalisme est incapable de remplir. Chaque propriétaire de capitaux cherche en effet à remplacer des travailleurs par des machines afin d'augmenter la productivité du travail et de toucher un surprofit par rapport à ses concurrents. Tous font de même, de sorte que le système est agité en permanence d'une véritable danse de saint-gui productiviste qui met en circulation toujours plus de marchandises et crée artificiellement des besoins. Réchauffement ou pas, le capital a donc besoin de plus d'énergie, toujours plus d'énergie. Pour tenter de concilier tant soit peu cette exigence avec les contraintes physiques du climat, les trois solutions technologiques qui ont les faveurs des capitalistes sont les agrocarburants, le nucléaire et le « charbon propre ».

La folie des agrocarburants a déjà été dénoncée si abondamment qu'on peut se permettre de ne pas y insister. On se contentera de souligner qu'un péril majeur vient des recherches sur la production d'agrocarburants par des organismes génétiquement modifiés. Le nucléaire fait un come-back remarqué en se présentant - à tort - comme une filière énergétique sans carbone. Outre les arguments bien connus - les déchets, la prolifération militaire, l'état policier, etc - il faut préciser que les projets qui circulent sont totalement irréalistes. Pour réduire les émissions de 50%, l'AIE mise sur un triplement du parc, soit la construction de 32 centrales par an, pendant 40 ans. C'est du délire : la construction d'une centrale prend 10 ans, et les réserves connues d'uranium permettent à peine de faire fonctionner le parc actuel pendant une cinquantaine d'années. Le dernier né des Frankenstein productivistes est le « charbon propre » - autrement dit l'exploitation massive des énormes réserves de charbon (300 ans au rythme de consommation actuel) avec stockage du CO2 dans les couches géologiques profondes. Il risque de réserver quelques surprises désagréables, car personne ne peut garantir l'étanchéité à long terme des réservoirs, en cas d'accident sismique notamment...

Choix de civilisation

Produire moins ? Le capitalisme n'en est capable que temporairement, par la crise qui sème le chômage et la misère. Dans ces conjonctures-là, oui, les émissions de gaz à effet de serre diminuent. Elles baisseront de 3% cette année. Mais, outre les dégâts sociaux qu'elle occasionne, la suppression d'activités opère à l'aveuglette, sur la seule base de la rentabilité, sans égard pour l'utilité sociale de la production. Il va de soi que seul des fous pourraient souhaiter plus de crises dans l'espoir qu'il y ait moins de production, donc moins d'émissions ! D'autant plus que trois milliards d'êtres humains manquent de tout, notamment de l'essentiel. Pour satisfaire leurs besoins fondamentaux - des maisons, des écoles, des soins de santé, des aliments, des transports en commun, un eau potable de

qualité – il faut produire davantage. Mais cette production-là n'intéresse pas le capitalisme, car la demande est non solvable. Or, le capitalisme ne produit pas des valeurs d'usage pour les besoins mais des marchandises pour le profit. Il y a donc deux défis contradictoires: d'une part, pour stabiliser le climat au niveau le moins dangereux possible, il faut produire moins. D'autre part, pour satisfaire les besoins sociaux fondamentaux, il faut produire plus. L'économie de marché est incapable de relever chacun de ces défis séparément, les relever ensemble relèverait pour elle de la quadrature du cercle.

Comment en sortir ? A moins d'accepter les technologies des apprentis sorciers (et encore), il n'y a pas d'issue possible sans incursions dans la propriété privée capitaliste. Pour stabiliser le climat tout en satisfaisant les besoins fondamentaux, il faut supprimer les productions inutiles ou nuisibles (armes, publicité, etc), reconverter les travailleurs, réduire le temps de travail sans perte de salaire (avec baisse des cadences et embauche compensatoire), étendre radicalement le secteur public dans les secteurs du logement et des transports. La hausse de l'efficacité énergétique et le passage aux renouvelables doivent être planifiés et réalisés indépendamment des coûts, et la plus grande partie de la production agricole doit être relocalisée via un soutien à l'agriculture paysanne. L'énergie et le crédit doivent être placés sous statut public, et un fonds mondial d'adaptation doit être créé à partir de ponctions sur les bénéfices de monopoles. Quant à la recherche, elle doit être refinancée et libérée de la tutelle de l'industrie. Toutes ces mesures devraient être prises sous le contrôle du monde du travail, dont la participation active est une condition de succès.

C'est plus facile à dire qu'à faire, diront certains. Certes, cela implique une lutte à contre-courant contre un ennemi très puissant. Mais il n'y a pas d'autre issue possible. La première chose à faire, c'est de le dire. Il faut que les cadres des mouvements sociaux, notamment syndicaux, comprennent que la lutte pour le climat est beaucoup plus qu'une lubie environnementale : un choix de civilisation qui passe par une lutte à la fois écologique et sociale –une lutte écosocialiste- contre le capitalisme. Ce système, comme disait Marx, épuise à la fois les deux seules sources de toute richesse : la Terre et le travailleur – Il faut le liquider, sans quoi l'histoire risque vraiment de mal tourner.